2ème CONFERENCE SOCIALE 20-21 JUIN 2013

TABLE RONDE N° 6 « RELANCER L'EUROPE SOCIALE »

PROPOS LIMINAIRES – FREDERIC IMBRECHT DELEGATION CGT

Nous tenons tout d'abord à saluer l'organisation de cette table ronde dans cette deuxième conférence sociale. En effet, il était temps de considérer que si chaque Etat dispose de leviers propres pour mener une politique de l'emploi, la réalité des imbrications des économies dans l'UE, les coordinations économiques et budgétaires de la zone euro ne peut plus être traitées comme un simple complément des politiques nationales.

Il était temps aussi d'imaginer de relancer l'Europe sociale, ce qu'avec la CES nous ne cessons depuis le début de la, crise d'avancer comme principal objectif pour construire une croissance durable.

L'avenir de l'Europe ne peut plus progresser positivement sans mettre la dimension sociale au cœur des politiques économiques et budgétaires. La vision purement budgétaire du pilotage de l'économie en Europe conduit partout à des politiques d'austérité. La seule variable d'ajustement des déficits publics est devenue le travail et les droits sociaux. Avec les résultats que l'on connaît : augmentation inexorable du chômage, de la précarité, de la pauvreté, pression sur les salaires, une remise en cause systématique des droits sociaux, de la protection sociale, dégradation et privatisations des services publics.

Ces politiques d'austérité coordonnées qui sont non seulement injustes et catastrophiques socialement mènent toute l'Union Européenne dans une récession économique et industrielle durable. Cette récession économique en Europe fragilise également le développement économique dans le monde.

Nous le disons avec les organisations syndicales au sein de la CES : si les politiques économiques coordonnées sont nécessaires pour assainir les finances publiques, nous considérons tout autant qu'il est urgent de mettre fin à des coupes injustes dans les dépenses publiques .

Si, autour de cette table ronde nous pouvons tous être d'accord sur la nécessité d'une Europe qui gagne en compétitivité, nous pensons que le consensus s'arrêtera là où nous y mettrons les contenus. Les politiques actuellement menées ont pour résultat non pas de gagner en compétitivité mais d'accentuer les concurrences : concurrence entre Etats de l'UE, concurrence entre les entreprises et les services, concurrence au sein même des groupes multinationaux et Etablissements . Au nom de la compétitivité, partout en Europe, le travail est considéré comme un coût à faire baisser, alors même qu'il constitue l'élément essentiel de la production des richesses.

C'est à une autre répartition de celles-ci qu'il faut s'attaquer, en faveur du travail, de l'investissement dans la production, la recherche, l'innovation, le bien-être des populations européennes.

Aujourd'hui, en Europe, il y a deux fois plus d'argent qui vont à la finance qu'à l'investissement, alors que c'était l'inverse au début des années 80 pour ce qui est des états membre à cette époque. La France est dans le peloton de tête de cette inversion. Ainsi la masse salariale y a baissé de plus de six points dans la valeur ajoutée dans cette même période, ce qui n'a pas fait diminuer le chômage. L'INSEE vient d'ailleurs d'indiquer que le salaire de base 2012 a baissé de 0,1% en France / 2011 contre +0,7 en Allemagne.

Hier les organisations syndicales françaises, membres de la CES, ont rencontré le Président de la République avec la Secrétaire Générale de la CES. A partir de notre analyse des causes de la crise nous portons l'exigence d'un changement de cap qui tourne le dos aux politiques d'austérité. Le travail et les droits sociaux doivent prendre le pas sur les libertés économiques.

A l'Europe de la concurrence nous proposons celle de la complémentarité sociale, économique, industrielle et culturelle. Une Europe des coopérations. Comme nous l'avons dit hier : il faut un nouveau contrat social européen sur les principes élaboré par l'ensemble des organisations syndicales composant la CES.

Nous pensons qu'il est temps de mettre le développement de l'emploi de qualité au cœur d'une nouvelle politique de relance de la croissance, au cœur d'une nouvelle stratégie européenne, au cœur d'un projet européen dynamique, ambitieux, visant le progrès social. Une véritable relance de l'Europe sociale doit prioriser la création d'emplois, de bons salaires et une bonne qualité de vie au travail. Sans un tel changement de cap l'Europe Sociale restera un slogan. Sans une Europe sociale, c'est le projet européen lui-même qui est en danger.

Maintenant et pour être pragmatique, nous souhaitons que différents sujets que la France peut concrètement contribuer à faire avancer au niveau européen et des questions européennes qu'il faut faire avancer en France soient abordées. Nous les avons soumises lors des bilatérales avec le ministère. Elles se résument en cinq chapitres :

1. Quelles suites le gouvernement compte-t'il donner « aux recommandations » de la Commission européenne ?
2. Quelles mesures prendre pour lutter contre l'évasion sociale et à la mise en concurrence des salariés, dans l'UE, mais aussi en France.
3. Comment appliquer, améliorer et anticiper les textes européens et internationaux favorables aux travailleurs ?
4. Quelles mesures pour améliorer les outils du dialogue social sur les dimensions européennes et internationales (par exemple le CDSEI).

5. Un point particulier au sujet du texte « les frontières intelligentes » proposé par la commission européenne.

Enfin nous demandons que la France refuse que des mesures transitoires soient infligées aux travailleurs Croates à l'entrée de leur pays dans l'UE .